

La compétitivité, synonyme poétique de la productivité

Figurer en tête des classements de compétitivité est bon pour un gouvernement, mais pas forcément pour une économie. Il convient donc de faire preuve de prudence dans l'interprétation de telles données. *Simon Jäggi*

Abrégé Les classements en matière de compétitivité sont à la mode. Or, il n'existe aucune définition parfaite du concept de compétitivité en économie : ces instruments de mesure ne sont donc pas toujours pertinents et les statistiques sur lesquelles ils reposent peuvent être optimisées. En outre, les gouvernements pourraient accorder une trop grande importance à ces classements, ce qui peut, dans certaines circonstances, avoir des conséquences négatives sur les économies. Le produit intérieur brut par habitant est en revanche une mesure de la vigueur d'une économie à la fois fiable et moins sujette à manipulation.

Si la notion de compétitivité est très en vogue depuis quelques années, notamment dans les milieux politiques et les médias économiques, elle revêt toujours une importance plutôt secondaire dans le monde académique.

Cela tient peut-être au fait qu'il ne s'agit pas d'un concept clairement défini. On parle aussi bien de la compétitivité d'une économie que de celle d'un secteur, d'une région, d'un canton ou encore d'une entreprise. De manière très générale, la compétitivité pourrait être comprise comme la résultante de nombreux facteurs propres à contribuer au succès des entreprises et, dès lors, à l'accroissement de la prospérité de la population.

Pas un jeu à somme nulle

Mais les différences sont majeures selon le point de vue où l'on se place : une entreprise est généralement compétitive lorsqu'elle peut rivaliser avec les autres et vendre ses produits ou services sans perte. Si une entreprise gagne en compétitivité, elle engrange des parts de marché au détriment de ses concurrents ; à l'inverse, si elle n'est pas en mesure de s'imposer, elle risque la faillite.

De son côté, une économie (par exemple un pays ou une région) qui devient plus compétitive est capable de produire plus efficacement une certaine combinaison de biens et de services, et donc d'accroître la prospérité. Toutefois, contrairement à une entreprise, cela ne se fait généralement pas au détriment de la « concurrence », mais à son avantage : d'autres pays et régions bénéficient

également d'une prospérité accrue, puisqu'ils peuvent alors importer des produits et des services à des prix plus bas et tirer profit de la hausse de la demande de l'économie en croissance par des exportations supplémentaires.

La notion de compétitivité n'est en outre pas dépourvue de contradictions : ce qui peut être bon pour la compétitivité d'une entreprise individuelle ne le sera pas nécessairement pour la compétitivité d'une économie. Si de nombreux facteurs (cadre fiscal attractif, main-d'œuvre bien formée, faible charge administrative, etc.) ont des effets similaires, il y a également des exceptions. Les règles du droit des cartels en sont un bon exemple : elles visent à restreindre la marge de manœuvre des entreprises occupant une position dominante sur le marché, mais favorisent ainsi la concurrence et accroissent la prospérité de l'ensemble de l'économie en renforçant la compétitivité globale.

Prudence de mise en matière de politique industrielle

Le concept de compétitivité est donc utile à l'analyse économique, mais il n'est pas sans écueils. Il peut notamment inciter les gouvernements et les autorités à trop axer leur politique sur les classements et les indicateurs de ce type ou à gérer l'économie comme une entreprise afin de flatter les électeurs. Ce dernier scénario débouche sur une politique économique qui, au lieu de chercher à renforcer la concurrence, tente de faire obstacle à la concurrence étrangère ou de favoriser l'industrie domestique. Rappelons à cet égard

les grands débats en Allemagne et en France sur l'échec de la fusion des géants industriels Siemens et Alstom. Des efforts ont depuis lors été entrepris dans les deux pays pour affaiblir le droit européen de la concurrence en faveur des « champions » européens.

Dans un célèbre article¹, l'économiste américain et prix Nobel Paul Krugman a qualifié la compétitivité d'« obsession dangereuse ». À ses yeux, une attention excessive portée à ce concept peut inciter les gouvernements à adopter des politiques industrielles censées accroître le niveau de vie de la population, qui améliorent effectivement la position de leur pays dans les classements de compétitivité, mais finissent par se révéler préjudiciables à la prospérité.

Cosmétique statistique

Un autre exemple prouve qu'il ne s'agit pas uniquement d'un argument théorique. En 2014, l'Autriche a fait figure de premier de classe européen en matière de chômage de longue durée². Or cette situation n'était pas le fruit d'une politique du travail bien équilibrée, mais plutôt d'une optimisation des statistiques. Les chiffres ont été enjolivés par l'envoi des personnes concernées à des cours de formation continue peu de temps avant qu'elles ne soient enregistrées dans les statistiques des chômeurs de longue durée. Après des périodes de formation de longue durée, les compteurs étaient remis à zéro. De cette manière, la politique du travail autrichienne a réussi à faire passer le nombre de chômeurs de longue durée de quelque 60 000 à 7 000 personnes. Les observateurs estiment que le bénéfice économique de ces formations continues est tout relatif. Il est en revanche évident que cette optimisation statistique a entraîné des coûts supplémentaires pour le budget de l'État autrichien. Il est en outre avéré qu'environ trois quarts des cours

¹ Krugman (1994).

² Kattinger (2014).



Le prix Nobel Paul Krugman a qualifié la compétitivité d'« obsession dangereuse ».

ont été attribués de gré à gré et que la plupart des cours de formation continue lucratifs ont été confiés au prestataire qui occupait une position largement dominante et qui se trouvait justement être une entreprise dirigée par des groupes politiquement associés au travail gouvernemental.

Voilà pour ce qui est des risques de telles statistiques. Mais existe-t-il des indicateurs de la compétitivité d'une économie pouvant à la fois moins faire l'objet de « manipulations » et être plus utiles à la politique économique ? La bonne nouvelle est qu'il y en a ! Dans son article, Paul Krugman relevait déjà avec une pointe d'ironie que le terme « compétitivité » n'est parfois que le synonyme poétique de « productivité ».

La productivité, un meilleur indicateur

Pour Krugman, une économie est compétitive sur le plan des prix si elle peut produire le maximum de biens et de services avec le minimum d'intrants (main-d'œuvre, machines, matières premières, etc.). Les produits peuvent ensuite être vendus sur les marchés

mondiaux à des prix concurrentiels. La mesure déterminante utilisée est le coût salarial unitaire, c'est-à-dire le coût de la main-d'œuvre par unité produite. Elle illustre clairement le dilemme des économies avancées. De manière simplifiée, la compétitivité-prix ne peut être améliorée que de deux façons : soit en baissant les salaires pour un niveau de production donné – ce qui n'est pas souhaitable du point de vue du pouvoir d'achat –, soit en augmentant la production sans réduire le coût de main-d'œuvre. Autrement dit, par l'accroissement de la productivité.

La question se pose donc de savoir s'il ne vaudrait pas mieux abandonner le « synonyme poétique » et opter pour un instrument de mesure général de la productivité, comme le produit intérieur brut (PIB) par habitant. On peut certes objecter que le PIB, contrairement à l'indicateur de compétitivité, n'a pas un caractère prévisionnel ; il s'agit néanmoins d'un indicateur reposant sur de nombreuses données. Le PIB permet par ailleurs d'effectuer des comparaisons internationales et se prête peu à des manipulations statistiques.

Toutefois, quel que soit l'indicateur utilisé, des salaires durablement élevés ne sont envisageables à large échelle que si la

productivité de l'économie augmente à long terme. La politique économique devrait donc s'employer à définir des conditions-cadres propices à des gains de productivité substantiels. Pour une économie ouverte de taille moyenne comme la Suisse, le défi est double : il s'agit d'une part d'aménager autant que possible un accès réciproque et non discriminatoire aux marchés étrangers et, d'autre part, de renforcer la concurrence sur le marché intérieur.



Simon Jäggi

Chef du secteur Croissance et politique de la concurrence, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Bibliographie

- Kattinger Matthäus (2014). « Österreichs lukrative Arbeitslose ». *NZZ*, 14 mai 2014.
 Krugman Paul (1994). « Competitiveness: A dangerous obsession ». *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 2.